

[Text]

on that account and I moved an amendment. But what can I tell my colleagues when I go back to Ottawa? What are the real anxieties and how is this second class citizenship expressed?

Ms. Briand: The thing that concerns me is that we are developing I think fairly strongly on the territorial level. Our infrastructure is getting stronger and everything else. We have good representation, but if our representatives are not heard on a national level, then how can we ever get past this point in our development? If there is nothing in place and if it is taken away from us, then we could never become a province. We could never have even a say in becoming a province. That is the big concern.

Senator Macquarrie: When you say never that means you have given up all hope of people's becoming more reasonable and more sensitive on this. If it should be the case that a senator had to be appointed, or would be appointed, from Yukon, would not any Prime Minister, whoever he is, looking at what has happened in reference to the province, contact and get the advice of the leader in Yukon?

That goes on a good deal right now. I doubt if there will be any senators appointed from any of the provinces in this transition, where there will not be some discussion between the heads of the provinces and the head of the federal government. It is not so rigid: here is a provincial list, and by God you have to take it! I think there will be dialogue on that. We have to assume these scoundrels of politicians are really reasonable men much of the time.

Ms. Briand: We have to. In the Meech Lake accord I read, it seemed as if they did want to have more meetings of the provinces with the federal government, but so many times the territorial leaders are not invited. And if they are not invited, then how can they be heard?

Senator Macquarrie: I believe they should be invited. They have been invited in the past and it was unfortunate they were not invited in this case. I quite agree with you. Thank you.

The Chairman: Thank you, Senator Macquarrie. The last one on my list is Senator Fairbairn.

Senator Fairbairn: Thank you for coming. I too am grateful we are hearing directly from someone who comes from outside the major centre, from one of the smaller communities.

The territory was not part of the discussion. In your view, if this passes, will the unanimity provision for constitutional change lock the territory out or make it incredibly difficult for it?

Ms. Briand: Yes, definitely. I think it would be next to impossible to have all the provinces and the federal government agree on anything.

Senator Fairbairn: That is our concern about an elected Senate too.

Ms. Briand: Yes.

[Traduction]

était déficiente en 1982 sous cet aspect et j'ai proposé une modification. Mais que vais-je dire à mes collègues à mon retour à Ottawa? Quelle est votre véritable appréhension et comment se manifeste cette infériorité de rang?

Mme Briand: Ce qui m'inquiète, c'est que nous nous développons assez énergiquement, à mon sens, au niveau territorial. Notre infrastructure se consolide, comme tout le reste. Nous sommes bien représentés, mais si nos représentants n'ont pas voix au chapitre à l'échelon national, comment pourrions-nous jamais pousser plus loin notre développement? Si rien n'est mis en place et si on nous l'enlève, nous ne pourrions jamais devenir une province. Nous ne pourrions même pas dire notre mot sur l'accession à ce statut. C'est le principal souci.

Le sénateur Macquarrie: Puisque vous dites jamais, vous avez donc abandonné tout espoir que les gens deviennent plus raisonnables et plus sensibles à cette question. A supposer qu'il faille nommer un sénateur provenant du Yukon, le premier ministre, quel qu'il soit, prenant en considération ce qui s'est passé relativement à la revendication du statut de province, ne va-t-il pas communiquer avec le chef du Yukon pour lui demander son avis?

Cela se fait couramment aujourd'hui. Je doute qu'un seul sénateur soit nommé, peu importe la province d'où il provient, pendant la transition sans une forme quelconque de discussion entre les chefs de gouvernement de la province et du fédéral. Ce n'est pas si inflexible : voici la liste de la province, nom de Dieu! c'est à prendre ou à laisser! Je pense qu'on en discutera. Il nous faut présumer que ces vauriens de politiciens sont des personnes raisonnables la plupart du temps.

Mme Briand: Il le faut. J'ai lu l'accord du lac Meech, et il me semble que d'autres conférences sont prévues entre les provinces et le gouvernement fédéral, mais chaque fois, les chefs des territoires ne sont pas convoqués. S'ils ne sont pas convoqués, comment peuvent-ils se faire entendre?

Le sénateur Macquarrie: Je crois qu'ils devraient être convoqués. Ils l'ont été par le passé et il est regrettable qu'ils ne l'aient pas été cette fois-ci. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Merci.

Le président: Merci, sénateur Macquarrie. Le dernier nom qui figure sur ma liste est celui du sénateur Fairbairn.

Le sénateur Fairbairn: Merci de vous être déplacée. Je vous suis reconnaissante moi aussi de nous permettre d'entendre en personne une représentante qui ne provient pas de la capitale, mais d'une localité.

Le territoire n'a pas pris part à la discussion. D'après vous, si c'est adopté, est-ce que la règle de l'unanimité pour la modification de la Constitution exclura à jamais le territoire du processus ou rendra sa participation incroyablement difficile?

Mme Briand: Oui, sans aucun doute. Je pense qu'il sera presque impossible d'obtenir l'unanimité des provinces et du fédéral dans quelque domaine que ce soit.

Le sénateur Fairbairn: C'est également un sujet d'inquiétude pour nous en ce qui concerne le Sénat électif.

Mme Briand: Oui.